

## Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

### Épreuve orale d'entretien

#### Sujet n° 2

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

---

### **Les rôles politiques des femmes**

**Jacqueline de Groote**

**Les cahiers du GRIF Année 1975, 6 pp. 23-29**

#### **NB : Considérez la date de production du texte**

Document tronqué (...) 820 mots

(...)

S'il est vrai que les rapports économiques de production déterminent les rapports politiques, il faut, en premier lieu, que les femmes se situent par rapport à la production sociale. Il est contradictoire de réclamer l'égalité des sexes et de s'octroyer le privilège du choix entre un travail professionnel et des occupations plus libres, plus agréables. Le droit au travail pour tous entraîne une obligation de travail pour tous du moins tant que la société n'est pas assez égalitaire pour offrir le choix à tous, hommes et femmes, entre travail et loisirs.

Je m'adresse ici plus particulièrement aux femmes qui ont la possibilité de « profiter » du travail des autres, des hommes et de femmes moins favorisées, et qui, pourtant réclament l'égalité des droits. Les femmes universitaires, par exemple, ont coûté cher à la communauté qui a payé leurs études (dans les pays où l'enseignement est pratiquement gratuit). Beaucoup d'entre elles se plaignent de ne pas trouver du travail et elles ont raison d'exiger que l'on se préoccupe de leur fournir un emploi.

Toutefois, je pense que si des solutions étaient trouvées pour leur assurer du travail, elles devraient accepter en contrepartie une obligation de travailler après leurs études sous peine de devoir rembourser les frais d'études. Cette obligation serait évidemment étendue aux garçons, mais dans la pratique, il faut reconnaître qu'elle toucherait plus de filles. Ajoutons qu'il faudrait des aménagements pour les maternités qui, répétons-le, doivent être reconnues comme une fonction sociale. Obligation, par exemple, de travailler 10 ans sur les 15 années après le diplôme.

Utopie ? D'autant plus que nous sommes en période de chômage. Sans doute à court terme, mais il importe que les femmes affirment leurs objectifs à long terme, sinon leurs actions présentes risquent de les emmener sur le mauvais chemin. Ainsi, dans une perspective de droit au travail pour tous, il est utile de réclamer dès à présent le partage des tâches ménagères entre les sexes, une réduction générale de la durée du travail, et un droit à la retraite à 60 ans, ce qui augmentera le nombre d'emplois disponibles.

Cependant, tout travail n'est pas libérateur. Il est assez paradoxal d'entraîner des femmes dans la ronde boulot-dodo, alors que d'autres cherchent à en sortir. Il est vrai qu'aligner des chiffres aux chèques postaux, ou remplir des vessies de chair à saucisses, donne une connaissance directe de l'exploitation mais laisse trop peu de temps et abrutit trop pour conduire sûrement à une action militante.

« Le travail qui transforme les femmes qui transforment le travail », dit Claudie Broyelle dans son livre « La moitié du Ciel ». La phrase est ambitieuse, mais il est nécessaire de rêver. Aujourd'hui, des femmes de plus en plus nombreuses veulent ou doivent travailler, par nécessité économique ou par exigence de s'insérer dans une vie active. Il faut les y aider. Il faut aussi qu'elles-mêmes s'intéressent et s'attaquent aux problèmes du travail.

Dans cette perspective, l'importance d'actions ponctuelles n'est pas négligeable : au début, modestes preuves qu'autre chose est possible, si elles sont répétées, si elles font tâche d'huile, elles peuvent finir par ébranler des convictions, des habitudes. Des femmes s'unissent en vue de projets concrets - Tribunal International, centre de préformation à la vie professionnelle, maison des femmes, ateliers divers -. Elles feront œuvre politique utile si elles les réalisent sans recourir aux rapports hiérarchiques, à la division entre travail manuel et intellectuel, en décidant que la participation égalitaire importe plus que la productivité (Eh oui, messieurs) !

L'insertion dans la production sociale est donc indispensable pour que les femmes puissent se faire entendre. Dans l'état actuel des choses, toutefois, cette insertion ne sera possible et elle ne se fera de façon efficace que si des femmes entrent dans ce que nous avons appelé l'appareil politique, pour le transformer. Des hommes pourraient s'en charger ? Mais pourquoi pas les femmes puisqu'elles sont concernées.

Les résistances mêmes prouvent qu'une entrée en masse des femmes dans les structures politiques y amènerait un discours neuf, une façon nouvelle de considérer des questions posées différemment. Toutefois, une égalité numérique entre les sexes ne suffit pas. Une femme, ministre de l'Éducation nationale, pourrait être plus sensible à la nécessité d'un enseignement mixte, mais ce n'est pas en tant que femme qu'elle établira l'égalité des chances entre toutes les filles et tous les garçons quelle que soit leur origine sociale.

En conclusion, les discriminations sexuelles doivent être combattues, en tant que telles, mais sans oublier qu'elles masquent d'autres inégalités. La guerre des sexes n'est pas très utile si elle permet seulement à des femmes d'occuper des positions qui étaient réservées à des hommes, de jouer les rôles de contrôle et de répression qui étaient les leurs. En revanche, une prise en charge par les femmes de leurs propres problèmes peut amener des femmes conscientes des mécanismes réels de la société actuelle à prendre parti, à lutter avec des femmes et avec des hommes pour une société différente.

---